Avant - Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur proposition du Ministre-Président et de la Ministre des Sports,

Après délibération,

ARRETE :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre des Sports

Valérie GLATIGNY

Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, modifiant l'Accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.

Exposé des motifs

Le 9 décembre 2011, un accord de coopération entre les 3 Communautés et la Commission communautaire commune, compétentes dans le domaine de l'antidopage, a été conclu.

Le but était - et est toujours - de favoriser la concertation entre les parties en vue de renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage en Belgique, dans un contexte de nécessaire conformité, au Code mondial antidopage (le Code).

Le 17 décembre 2014, un accord de coopération modificatif a été conclu entre les mêmes parties afin, d'une part, de mettre à jour le texte de base, au regard des modifications du Code, entrées en vigueur en 2015 et, d'autre part, d'ajouter quelques dispositions spécifiques destinées à améliorer la coopération sur le terrain.

Aussi, compte tenu des modifications du Code, adoptées lors de la Conférence mondiale antidopage, le 7 novembre 2019 et dès lors que celles-ci doivent être transposées en droit interne, il convenait à nouveau de mettre à jour l'accord de coopération du 9 décembre 2011. Il est précisé que le Code révisé entrera en vigueur le 1er janvier 2021.

S'agissant des dernières modifications de l'accord de coopération, comme en 2014, l'objectif poursuivi était très essentiellement d'aménager le texte de base et de n'introduire que les dispositions strictement nécessaires à la bonne et complète transposition du Code 2021, en droit belge.

Dans le même temps, les parties ont toutefois souhaité profiter de la dernière révision pour aménager certaines dispositions de l'accord, en vue d'en faciliter et d'en simplifier son application pratique.

En l'occurrence, les éléments suivants de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 ont nécessité une modification, afin de respecter le Code 2021 :

- l'ajout d'une définition du « sportif récréatif » ;
- l'ajout d'une définition du « mineur » ;
- l'ajout d'une définition d'une « personne protégée » ;
- l'adaptation des règles relatives à la reconnaissance mutuelle des décisions ;
- l'adaptation des règles relatives au retour à la compétition d'un sportif d'élite ;

- l'introduction d'une règle de principe concernant la coopération avec les services de police et de justice et d'autres autorités publiques ;
- l'introduction d'une disposition relative à l'indépendance et à l'autonomie opérationnelle des ONADs et les différentes implications de celle-ci ;
- l'introduction de règles de principe en ce qui concerne les sportifs récréatifs, les mineurs et les personnes protégées.

Par ailleurs, les règles suivantes ont été revues ou introduites, en vue de faciliter et de simplifier l'application pratique de l'accord et, plus globalement, dans le but de renforcer l'efficacité de la lutte commune contre le dopage, dans le contexte de la conformité au Code :

- la simplification et la réduction des catégories des sportifs d'élite, qui passent de 4 à 3 catégories (A à C au lieu de A à D) ;
- l'introduction d'une possibilité d'inclure, comme sportif de catégorie A, un sportif présélectionné à des Jeux Olympiques, Paralympiques, Championnats d'Europe ou du Monde ;
- l'introduction d'une possibilité d'inclure, dans un groupe cible, tout sportif à l'encontre duquel l'ONAD compétente dispose d'indices sérieux de dopage, par exemple suite à l'ouverture d'une enquête, de niveau national ;
- la précision de la possibilité de mener des actions communes en matière de prévention, de sensibilisation et d'éducation à l'antidopage, avec le mouvement sportif, entendu au sens large ;
- l'introduction d'une règle de principe en ce qui concerne la coordination des positions de la Belgique lors des réunions européennes ou internationales auxquelles elle participe.

L'accord de coopération modificatif a été jugé pleinement conforme, au Code, par l'AMA.

Dès lors et pour les raisons qui précèdent, il convient de porter assentiment à l'accord de coopération modificatif précité.

Exposé des motifs commun de l' accord de coopération conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, modifiant l'Accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.

1. Commentaire général

Le 9 décembre 2011, un accord de coopération entre les 3 Communautés et la Commission communautaire commune, compétentes dans le domaine de l'antidopage, a été conclu.

Le but était - et est toujours - de favoriser la concertation entre les parties en vue de renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage en Belgique, dans un contexte de nécessaire conformité, au Code mondial antidopage (le Code).

Le 17 décembre 2014, un accord de coopération modificatif a été conclu entre les mêmes parties afin, d'une part, de mettre à jour le texte de base, au regard des modifications du Code, entrées en vigueur en 2015 et, d'autre part, d'ajouter quelques dispositions spécifiques destinées à améliorer la coopération sur le terrain.

Aussi, compte tenu des modifications du Code, adoptées lors de la Conférence mondiale antidopage, le 7 novembre 2019 et dès lors que celles-ci doivent être transposées en droit interne, il convient, à nouveau, de mettre à jour l'accord de coopération du 9 décembre 2011. Il est précisé que le Code révisé entrera en vigueur le 1er janvier 2021.

2. Modifications intervenues

Comme en 2014, l'objectif poursuivi est très essentiellement d'aménager le texte de base et de n'introduire que les dispositions strictement nécessaires à la bonne et complète transposition du Code 2021, en droit belge.

Dans le même temps, les parties ont toutefois souhaité profiter de la présente révision pour aménager certaines dispositions de l'accord, en vue d'en faciliter et d'en simplifier son application pratique.

En l'occurrence, les éléments suivants de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 nécessitent une modification, afin de respecter le Code 2021 :

- l'ajout d'une définition du « sportif récréatif » ;
- l'ajout d'une définition du « mineur » ;
- l'ajout d'une définition d'une « personne protégée » ;
- l'adaptation des règles relatives à la reconnaissance mutuelle des décisions ;
- l'adaptation des règles relatives au retour à la compétition d'un sportif d'élite ;

- l'introduction d'une règle de principe concernant la coopération avec les services de police et de justice et d'autres autorités publiques ;
- l'introduction d'une disposition relative à l'indépendance et à l'autonomie opérationnelle des ONADs et les différentes implications de celle-ci ;
- l'introduction de règles de principe en ce qui concerne les sportifs récréatifs, les mineurs et les personnes vulnérables.

Par ailleurs, les règles suivantes ont été revues ou introduites, en vue de faciliter et de simplifier l'application pratique de l'accord et, plus globalement, dans le but de renforcer l'efficacité de la lutte commune contre le dopage, dans le contexte de la conformité au Code :

- la simplification et la réduction des catégories des sportifs d'élite, qui passent de 4 à 3 catégories (A à C au lieu de A à D) ;
- l'introduction d'une possibilité d'inclure, comme sportif de catégorie A, un sportif présélectionné à des Jeux Olympiques, Paralympiques, Championnats d'Europe ou du Monde ;
- l'introduction d'une possibilité d'inclure, dans un groupe cible, tout sportif à l'encontre duquel l'ONAD compétente dispose d'indices sérieux de dopage, par exemple suite à l'ouverture d'une enquête, de niveau national ;
- la précision de la possibilité de mener des actions communes en matière de prévention, de sensibilisation et d'éducation à l'antidopage, avec le mouvement sportif, entendu au sens large ;
- l'introduction d'une règle de principe en ce qui concerne la coordination des positions de la Belgique lors des réunions européennes ou internationales auxquelles elle participe.

Décret portant assentiment à l'accord de coopération modifiant l'accord du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport

Commentaire des articles

L'article unique prévoit l'assentiment qui est donné à l'accord de coopération du modifiant l'accord du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.

Commentaire des articles commun

Article 1er.

L'article 1er du présent accord de coopération ajoute de nouvelles définitions à l'accord de coopération du 9 décembre 2011, conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et le Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, conformément à ce que prévoit le Code mondial antidopage 2021 (ci-après « le Code 2021 » ou « le Code »), révisé et approuvé, le 7 novembre 2019, par le Conseil de Fondation de l'Agence mondiale antidopage (ci-après « l'AMA »).

Trois nouvelles définitions, issues du Code 2021, sont introduites.

Il s'agit des notions de sportif récréatif, de (sportif) mineur et de personne protégée, qui sont respectivement prévues aux 20°, 21° et 22°.

Ces nouvelles catégories de sportifs ont été prévues, dans le Code 2021, en vue de leur permettre de bénéficier d'une plus grande souplesse, notamment en ce qui concerne le régime des sanctions et de la charge de la preuve, dans le cas où elles auraient commis une violation des règles antidopage.

Concernant le régime juridique, ces nouvelles définitions sont à lire en combinaison avec l'article 3, § 5, alinéa 3, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011, tel que modifié par l'article 2 du présent accord.

Article 2.

Cet article apporte différentes modifications à l'article 3, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 précité.

Ainsi, le § 1er, est notamment modifié pour consacrer la possibilité, pour les parties contractantes et leur ONAD, de mener des actions de prévention et/ou de sensibilisation à l'antidopage, en coopération avec le mouvement sportif, composé notamment des fédérations sportives, du COIB, du CPB ou encore des clubs sportifs.

De même, le § 1er est également révisé afin de prendre en compte, d'un point de vue à la fois juridique et pratique, l'autonomie et l'indépendance opérationnelle des ONADs, conformément aux articles 20.5.1 et 22.8 du Code.

A cet égard, il convient également de lire ces dispositions modificatives à l'aune de l'article 23.1.1 du Code, en vertu duquel ce sont les ONADs, qui sont les signataires du Code et de l'article 20.5.2 du Code, qui concerne les rôles et responsabilités des ONADs et qui prévoit, à cet égard, que les ONADs ont la responsabilité d'adopter et de mettre en œuvre des règles et des politiques antidopage conformes au Code et aux Standards internationaux. Concrètement, ce sont donc les ONADs qui, en vertu de leur statut de signataire et de leur autonomie opérationnelle tels que prévus par les dispositions précitées du Code, assument la responsabilité de la conformité, au Code, de leur programme antidopage et l'appliquent au quotidien.

Aussi, les modifications apportées à l'article 3, § 1er, alinéas 2 et 3, visent à traduire ces réalités juridiques et opérationnelles et, ainsi, à se conformer aux dispositions précitées du Code.

Les sportifs, qui ne participent à aucune compétition, ne sont pas obligatoirement soumis au Code. Par conséquent, chaque partie contractante peut donc, selon son expérience et/ou la politique qu'il souhaite mener avec son ONAD, en la matière, décider des règles applicable, pour ces sportifs, qui ne font pas de compétition et qui pratiquent un sport sans aucun but compétitif. Pour ce type de de sportifs, chaque Partie est libre, d'abord, de décider ou non de leur appliquer un régime juridique dans le domaine de l'antidopage. Le cas échéant, si telle est l'option prise, chaque partie contractante peut alors prévoir des règles spécifiques, notamment sur le plan des contrôles, de l'application du principe de AUTs, et des sanctions. *A contrario*, tous les sportifs qui participent à des compétitions, sont couverts par les règles du Code et du présent accord.

S'agissant de la modification plus spécifique prévue à l'article 3, § 1er, alinéa 3, 3°, elle vise en outre à transposer, en droit interne, la modification apportée à l'article 15.1 du Code révisé (reconnaissance automatique et effet direct des décisions prises par les autres signataires).

L'article 3, § 3, est revu, dans un objectif de simplification et de plus grande clarté entre les catégories de sportifs d'élite.

Jusqu'à présent, il existait 4 catégories de sportifs d'élite : les A, les B, les C (pour les sports d'équipe) et les D. Le classement, par catégorie, dépendait d'une analyse préalable des risques, par sport, de l'importance du sport au niveau national et des facilités (ou non) de pouvoir localiser les sportifs, en dehors des compétitions. En fonction de ces paramètres, trois listes de disciplines sportives (listes A, B et C) avaient été établies et les sportifs qui pratiquaient l'une de ces disciplines, tout en répondant à des critères sportifs (ex : le fait d'avoir été sélectionné aux JO ou de participer régulièrement à des compétitions internationales de haut niveau) étaient inclus dans la catégorie A, B ou C selon leur discipline sportive. La catégorie D était quant à elle résiduaire et portait sur l'ensemble des disciplines non reprises dans les listes A, B et C.

A ces catégories correspondaient, en général[1], des obligations différenciées et dégressives. Ainsi, les sportifs de catégorie A étaient tenus de fournir le plus d'obligations de localisation alors, qu'à l'inverse, les sportifs d'élite de catégorie D n'étaient tenus à aucune obligation en matière de localisation. L'objectif de ce système était et reste de tendre à un juste équilibre entre les droits des sportifs d'élite et leurs obligations, notamment en termes de localisation.

Dans la pratique, si ce système pyramidal et dégressif n'est pas remis en cause, dans son essence et dans ses principes, en revanche, la différenciation du groupe cible en 4 catégories apparaît comme étant devenue complexe, difficile à mettre en œuvre, notamment en termes de contrôles hors compétition et difficile à lire pour les sportifs eux-mêmes. En outre et surtout, les paramètres rappelés ci-dessus et ayant permis la différenciation des catégories A et B ne justifient plus, aujourd'hui, le maintien de ces deux catégories distinctes. C'est le sens de la simplification des catégories prévue à l'article 3, § 3, de l'accord de coopération précité.

Concrètement :

- l'on passe de 4 à 3 catégories : de A à C ;

[1] A l'exception des catégories B et C pour lesquelles les obligations étaient les mêmes ; la différence entre ces catégories résidant dans le caractère individuel ou collectif de la discipline sportive.

- la catégorie A englobe désormais, en une seule et même catégorie, les sportifs d'élite pratiquant une discipline sportive individuelle, qui était précédemment reprise en liste A ou en liste B[2] ;

- la catégorie B (sports d'équipe) correspond à l'ancienne catégorie C[3] ;

- la catégorie C (sports olympiques ou sports prévus durant les Jeux mondiaux non repris dans les listes A et B) correspond à l'ancienne catégorie D[4].

En ce qui concerne les obligations de localisation, celles-ci restent dégressives de la catégorie A (time slot, lieux d'entraînements, de compétitions et de résidence habituelle) à la catégorie C (pas d'obligation du tout).

Les sportifs de la catégorie B restent soumis aux mêmes obligations de localisation (entraînements, compétitions et résidence habituelle) que celles auxquelles ils étaient précédemment soumis. Il en va de même pour les sportifs d'élite qui faisaient précédemment partie de la catégorie A et qui vont y rester, suite à la présente modification.

Finalement, seuls les sportifs d'élite qui faisaient précédemment partie de la catégorie B (environ 125 sportifs pour toute la Belgique) auront, en vertu de la présente modification, une obligation de localisation supplémentaire : celle d'indiquer, en plus de leurs lieux d'entraînements, de compétitions et de résidence habituelle, un time slot quotidien de 60 minutes.

Toutefois, à partir de l'expérience de terrain et d'une évaluation du précédent dispositif de la part des 4 ONADs, les parties ont estimé, comme indiqué précédemment, qu'au vu des objectifs recherchés : une lutte efficace contre le dopage, dans le respect des principes de proportionnalité et d'égalité, la seule distinction résiduaire, en termes d'obligations, entre les anciennes catégories A (avec time slot) et B (sans time slot) ne se justifiait plus. Cette conclusion a été motivée et convenue pour les raisons suivantes :

- la lutte contre le dopage poursuit des objectifs légitimes d'intérêt public, notamment en termes de santé publique et en matière d'équité et d'éthique sportive ;

---

[2] Il est à noter que les listes des catégories A, B, C et D ont été modifiées, conformément à l'article 3, § 6, alinéa 2, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 précité, en vertu des arrêtés :

- du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage ;

- du Gouvernement de la Communauté germanophone du 17 mars 2016 portant exécution du décret du 22 février 2016 relatif à la lutte contre le dopage dans le sport ;

- du Collège réuni du 14 juillet 2016 établissant la liste des disciplines sportives correspondant aux catégories A, B, C et D et ;

- du Gouvernement flamand du 15 juillet 2016 modifiant l'article 60 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 février 2015 portant exécution du décret antidopage du 25 mai 2012.

Ce sont donc ces dernières listes, telles qu'elles ont été modifiées en vertu des arrêtés précités, qui ont servi de base à la présente simplification des catégories.

[3] Il est renvoyé à la note 2.

[4] Il est renvoyé à la note 2.

- ces objectifs impliquent, pour leur réalisation, certaines restrictions aux libertés individuelles de certains sportifs ;

- ces restrictions, qui sont prévues et imposées en vertu du programme mondial antidopage et du Code, doivent être proportionnées, notamment en fonction du niveau des sportifs et d'une analyse des risques de dopage, par les autorités concernées (les ONADs) ;

- dans cette analyse, il est tenu compte de différents paramètres, comme les risques de dopage pour les différents sports et ce, sur base de différents sous-critères : les risques statistiques, ceux liés aux besoins de performances physiques ou physiologiques du sport ou encore ceux liés aux enjeux financiers et/ou médiatiques du sport concerné ;

- aussi et sur base de cette analyse réactualisée des risques, par sport, et d'une évaluation, sur le terrain, du précédent dispositif, les ONADs sont arrivées à la conclusion que les disciplines sportives reprises respectivement dans les anciennes catégories A et B présentaient, en fait, le même degré de risques de dopage, ou, en tout cas, des degrés très similaires ;

- par ailleurs, les ONADs ont également conclu, lors de cette évaluation, que le sous-critère relatif à la facilité (ou non) de pouvoir localiser les sportifs d'élite lors de leurs entraînements n'était pas pertinent, ni efficace, en termes de lutte contre le dopage, et que seul devait être pris en compte, dans une perspective d'égalité entre les sports et les sportifs, le critère des risques du sport – « *une discipline sensible au dopage hors compétition* » - , sur base des différents sous-critères tels que développés ci-dessus ;

- partant de l'analyse et de l'évaluation qui précèdent, les ONADs en ont conclu que la distinction entre les catégories A et B était devenue obsolète et qu'elle était en outre difficile à lire et à comprendre pour les sportifs d'élite eux-mêmes et, donc, qu'elle était devenue superflue et qu'elle ne justifiait plus ;

- quant aux obligations de localisation de la catégorie A, il s'agit, comme dans le passé, de celles prévues en vertu du Code (nouvel article 5.5) et du Standard international pour les contrôles et les enquêtes (nouvel article 4.8.6.2) pour les sportifs d'élite faisant partie du groupe cible enregistré (RTP) ;

- ces obligations restent en tous points identiques pour les sportifs qui relevaient déjà de la catégorie A, sous l'empire du précédent dispositif ;

- pour les sportifs qui relevaient précédemment de l'ancienne catégorie B, ceux-ci étaient déjà tenus de fournir des données de localisation (sur leurs entraînements, compétitions et sur leur lieu de résidence habituelle) ; l'obligation supplémentaire consistant à renseigner un time slot de 60 minutes ;

- cette obligation supplémentaire a été jugée comme proportionnée au regard des objectifs légitimes d'intérêt public poursuivis et tenant compte de l'analyse et de l'évaluation telles que développées ci-dessus ;

- pour le surplus, les sportifs concernés recevront, avant l'entrée en vigueur du présent dispositif, une information complète portant sur la présente modification et ses implications.

La modification du § 4 est un toilettage juridique suite à la modification du § 3.

La modification du § 5, alinéa 1er, est un toilettage juridique, suite à la modification du § 3.

Le § 5, alinéa 3, instaure une règle de principe, en ce qui concerne le régime applicable, au niveau des sanctions et de la charge de la preuve, pour les nouvelles catégories de sportifs prévues en vertu du Code : les sportifs récréatifs, les sportifs mineurs et les personnes protégées.

Concrètement, cette nouvelle disposition prévoit, dans un souci de pleine conformité au Code, que chaque nouvelle catégorie de sportifs, prévue en vertu du Code et transposée à l'article 1er, 20° à 22°, du présent accord, est soumise aux règles du Code qui la concerne, s'agissant du régime des sanctions et de celui de la charge de la preuve.

Il est à noter qu'en Belgique, un sportif amateur se définit par opposition à un sportif d'élite. Toutefois cette définition du sportif amateur est sans incidence, pour ce qui concerne le régime des sanctions et de la charge de la preuve. En effet, un sportif amateur pourrait être récréatif ou mineur ou une personne protégée, au sens du Code et du présent accord. En fonction de la catégorie (récréatif, mineur ou personne protégée) à laquelle il appartient, ce sont les règles de cette catégorie, relatives aux sanctions et à la charge de la preuve, qui s'appliqueront.

S'agissant des sportifs amateurs qui ne prennent part à aucune compétition, chaque Partie est tout à fait libre, par voie de décret ou d'ordonnance, pour, le cas échéant, décider de leur appliquer un éventuel régime juridique. Cette liberté laissée aux Parties et à leur ONAD, pour ce qui concerne les sportifs dits « non compétitifs » est l'expression de la volonté des Parties. Elle est aussi conforme au Code.

En revanche et dans un souci de pleine clarté, *a contrario,* s'agissant des sportifs récréatifs qui participent à des compétitions, ceux-là seront donc bien tous soumis aux règles plus souples du Code applicables à cette catégorie de sportifs, pour le régime des sanctions et de la charge de la preuve.

Un § 5/1 est inséré. Il concerne la retraite des sportifs d'élite et les règles relatives à un retour envisagé à la compétition, pour se conformer aux articles 5.6.1, 5.6.1.1 et 5.6.2 du Code 2021.

Le § 6, alinéa 1er, est sans changement, sur le fond, par rapport à l'ancien alinéa 5, du paragraphe 5. La disposition est uniquement revue pour spécifier que conformément à l'autonomie opérationnelle dont jouissent les ONADs et à l'explication développée, au sujet de la modification de l'article 3, § 1er, alinéas 2 et 3, ce sont les ONADs des parties contractantes, qui peuvent, pour autant que les conditions matérielles de la disposition concernée soit réunies, obliger un sportif d'élite à fournir des données de localisation, conformément à la catégorie A. Dans un souci de proportionnalité de la mesure, une telle décision est limitée à une durée initiale de douze mois.

L'alinéa 2, du § 6, autorise également les ONADs, dans des cas strictement limités – disposer d'indices sérieux de dopage dans le cadre d'une enquête antidopage menée éventuellement en coopération avec d'autres organisations antidopage et/ou avec les services de police et/ou de justice – à obliger des sportifs, même non élites, à fournir des données de localisation, conformément à la catégorie A. A nouveau, il s'agit d'une faculté, de stricte interprétation, pour autant que les conditions matérielles de cette disposition soient réunies. Le cas échéant, les obligations du sportif concerné seraient également limitées dans le temps, pour une durée de douze mois.

L'alinéa 3, du § 6, permet aux ONADs, le cas échéant, d'obliger un sportif qui serait inscrit sur une liste de présélection aux Jeux Olympiques, Paralympiques, de Championnats du Monde ou de Championnats d'Europe, à fournir des données de localisation, conformément à la catégorie A. Cette disposition vise à permettre aux ONADs de remplir leurs obligations de signataires du Code, dans le cadre des programmes antidopage pré-Jeux ou pré-grands Championnats. En effet, depuis les Jeux Olympiques de Londres, l'AMA, en coopération avec le Comité internationale olympique (CIO), le

Comité international paralympique (CIP), les Fédérations internationales (FI) et les Organisations nationales antidopage, organise, avant chaque Jeux Olympiques, un programme antidopage. Le but est simple : il s'agit, autant que possible et dans une optique d'égalité des chances entre tous les concurrents sportifs, de s'assurer que chaque athlète participant aux Jeux ait été précédemment contrôlé - idéalement au moins 3 fois - et que ces contrôles aient tous été négatifs. Or, actuellement, au regard des critères visés à l'article 1er, 11°, de l'accord de coopération, les ONADs ne sont pas toujours en mesure de satisfaire à ces obligations.

Aussi et afin de répondre à ce constat et à cette difficulté, l'alinéa 3, du § 6, permet, le cas échéant, aux ONADs, d'obliger un sportif qui serait repris sur une liste de présélectionnés aux Jeux, aux Championnats d'Europe ou du Monde, à fournir des données de localisation, conformément à la catégorie A. Ce faisant, en disposant de ces données, les ONADs pourront toujours remplir leurs obligations de contrôles, liées aux programmes pré-Jeux ou pré-Championnats d'Europe ou du Monde. Toutefois, afin de combiner le respect de ces obligations au principe de proportionnalité, il est à noter, d'une part, qu'il s'agit d'une faculté, dans la seule hypothèse où un sportif ne ferait pas déjà partie d'un groupe cible, par application des critères prévus à l'article 1er, 11°, précité et que, d'autre part, cette obligation est en toute hypothèse limitée dans le temps, pour une durée maximale de 12 mois au total, dont un maximum de 9 mois avant la compétition et de 3 mois après celle-ci.

En outre, il est encore précisé que toute décision prise, par une ONAD, en application de cette disposition, devra rester proportionnelle à l'objectif recherché. A cette fin, l'ONAD compétente prendra notamment en considération les éléments suivants:

- l' historique des tests de l'athlète : les athlètes qui ont déjà été suffisamment contrôlés, que ce soit en ou hors compétition, ne devraient pas être obligés à fournir des données de localisation;
- l'analyse de la possibilité éventuelle de soumettre l'athlète à des tests de dopage ciblés en et hors compétition d'une autre manière.

En ce qui concerne la modification du § 6/1, il est renvoyé à l'explication développée pour la modification du § 3. Le sous-critère relatif à la facilité ou non de pouvoir localiser un sportif hors compétition est supprimé, car ayant été évalué comme n'étant plus pertinent, dans l'objectif légitime de lutter efficacement contre le dopage. Les sous-critères pris en compte pour l'analyse des risques de dopage, par sport, sont ajoutés, dans un souci de sécurité juridique et de transparence.

Les modifications effectuées au § 7 sont un toilettage juridique, à lire en cohérence avec les modifications apportées au paragraphe 5, alinéas 2 à 4.

La modification du § 8, alinéa 1er, constitue une actualisation des normes applicables en matière de protection des données à caractère personnel.

La modification de l'alinéa second, du § 8, est un toilettage juridique consécutif au § 6, alinéa 2.

Article 3.

Cet article modifie l'article 5, de l'accord de coopération précité.

La composition du Conseil de coordination, prévue au § 1er, alinéa 2, est légèrement revue, avec un maximum de quatre membres, dont au moins la moitié des membres proviennent de l'ONAD de la partie contractante concernée. Cette composition est aussi revue dans un souci de cohérence avec

les modifications apportées au § 3, de l'article 5 et à l'article 3, § 1er, alinéas 2 et 3, de l'accord de coopération.

Au § 3, trois nouveaux alinéas sont ajoutés, en cohérence avec la nouvelle composition du Conseil de conseil de coordination, prévue au § 1er, alinéa 2, et avec les modifications apportées à l'article 3, § 1er, alinéas 2 et 3, de l'accord de coopération et au commentaire s'y rapportant. Concrètement, conformément aux exigences du Code mondial antidopage, certaines questions opérationnelles et/ou confidentielles ne peuvent être traitées qu'entre organisations antidopage. Un groupe de travail permanent entre les ONADs est donc officiellement créé à cette fin.

Article 4.

Cet article complète et précise l'article 6, de l'accord de coopération précité, pour y ajouter quatre nouveaux alinéas.

Les nouvelles dispositions visent à préciser, de manière claire, que toute position de la Belgique lors d'une réunion européenne ou internationale, dans le domaine de l'antidopage, doit faire l'objet, au préalable, d'une discussion et d'une concertation, entre les membres effectifs du Conseil.

Le but est donc d'entamer une concertation préalable, en vue d'aboutir à un consensus.

Si aucun consensus ne peut être trouvé, à l'issue de la concertation préalable, la Belgique s'abstient de prendre position à la réunion concernée.

Article 5.

Cette disposition, lue en combinaison avec l'annexe au présent accord modificatif, remplace l'annexe de l'accord de coopération précité, en fonction des modifications apportées à l'article 3, § § 3 et 6/1. Il est donc renvoyé aux commentaires s'y rapportant, notamment à la réévaluation de l'analyse des risques faite par les 4 ONADs. Dans la liste des sports, les anciens sports des catégorie A et B ont été placés en une seule et unique catégorie A et la liste est légèrement amendée sur base de la réévaluation de l'analyse des risques précitée. Dans ce cadre, les ONADs ont appliqué le Standard International pour les contrôles les enquêtes et ont tenu compte de différents paramètres et critères permettant d'évaluer les risques de dopage, ci-inclus : les statistiques des cas positifs fournis par l'AMA, les risques liés aux besoins de performances physiques ou physiologiques du sport et/ou les enjeux financiers et/ou médiatiques du sport concerné.

Bruxelles, le …

ACCORD DE COOPERATION CONCLU ENTRE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE MODIFIANT L'ACCORD DE COOPERATION DU 9 DECEMBRE 2011 CONCLU ENTRE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE EN MATIERE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE DOPAGE DANS LE SPORT	**SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, DE FRANSE GEMEENSCHAP, DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP EN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE TOT WIJZIGING VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD VAN 9 DECEMBER 2011 TUSSEN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, DE FRANSE GEMEENSCHAP, DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP EN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE BETREFFENDE DOPINGPREVENTIE EN -BESTRIJDING IN DE SPORT**	**ZUSAMMENARBEITSKOMMEN ZWISCHEN DER FLÄMISCHEN GEMEINSCHAFT, DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT, DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT UND DER GEMEINSAMEN GEMEINSCHAFTSKOMMISSION ZUR ÄNDERUNG DES ZUSAMMENARBEITSABKOMMENS VOM 9. DEZEMBER 2011 ZWISCHEN DER FLÄMISCHEN GEMEINSCHAFT, DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT, DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT UND DER GEMEINSAMEN GEMEINSCHAFTSKOMMISSION ZUR PRÄVENTION UND BEKÄMPFUNG VON DOPING IM SPORT**
Vu la Convention internationale contre le dopage dans le sport, conclue à Paris, le 19 octobre 2005, par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;	Gelet op de internationale conventie tegen het dopinggebruik in de sport, gesloten in Parijs op 19 oktober 2005 door de Algemene Conferentie van de Organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur;	Aufgrund des internationalen Übereinkommens gegen Doping im Sport, abgeschlossen durch die Generalversammlung der Vereinten Nationen für Bildung, Wissenschaft und Kultur am 19. Oktober 2005 in Paris;
Vu les articles 128, 130 et 135 de la Constitution;	Gelet op artikel 128, 130 en 135 van de Grondwet;	Aufgrund der Artikel 128, 130 und 135 der Verfassung;
Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 5, § 1er, I, 8,°et article 92bis, § 1er;	Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, §1, I, 8°, en artikel 92bis, §1;	Aufgrund des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980, Artikel 5, §1, I, 8, und Artikel 92bis, §1;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989, relative aux institutions bruxelloises, article 63, modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993;	Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 63, gewijzigd bij de wet van 5 mei 1993;	Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, Artikel 63, geändert durch das Sondergesetz vom 5. Mai 1993;
Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, article 4, modifié par la loi du 20 mars 2007 et article 55bis, inséré par la loi du 18 juillet 1990 et remplacé par la loi du 5 mai 1993;	Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4, gewijzigd bij de wet van 20 maart 2007 en artikel 55bis, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990 en vervangen bij de wet van 5 mei 1993;	Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 4, geändert durch das Gesetz vom 20. März 2007 und Artikel 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990 und ersetzt durch das Gesetz vom 5. Mai 1993;
Vu l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, modifié par l'accord de coopération du 17 décembre 2014 ;	Gelet op het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende dopingpreventie en -bestrijding in de sport, gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014;	Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 9. Dezember 2011 abgeschlossen zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission zur Prävention und Bekämpfung von Doping im Sport, geändert durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 17. Dezember 2014;
Considérant qu'une modification de l'accord de coopération précité est nécessaire afin de transposer, de manière complète, au sein des trois Communautés et de la Commission communautaire commune, les modifications au Code mondial antidopage, adoptées, par le Conseil de fondation de l'Agence mondiale antidopage, le 7 novembre 2019 ;	Overwegende dat een wijziging van het bovenvermelde samenwerkingsakkoord noodzakelijk is om de op 7 november 2019 door de Oprichtingsraad van het Wereldantidopingagentschap goedgekeurde aanpassingen van de Wereldantidopingcode volledig te kunnen implementeren in alle drie de gemeenschappen en de	In Erwägung, dass eine Änderung des oben genannten Zusammenarbeitsabkommens erforderlich ist, um die vom Stiftungsrat der Welt-Anti-Doping-Agentur am 7. November 2019 angenommenen Änderungen des Welt-Anti-Doping-Codes innerhalb der drei Gemeinschaften und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vollständig umzusetzen;

	Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;	
Considérant, en outre, que les parties contractantes et leurs Organisations nationales antidopage (ONAD) souhaitent encore renforcer leur coopération, en vue d'améliorer l'efficacité de la lutte contre le dopage en Belgique ;	Overwegende dat de akkoordsluitende partijen en hun nationale antidopingorganisaties (NADO) hun samenwerking bovendien nog willen versterken om de doeltreffendheid van de dopingbestrijding in België te verbeteren;	In Erwägung, dass die Vertragsparteien und ihre nationalen Anti-Doping-Organisationen (NADOs) ihre Zusammenarbeit weiter verstärken wollen, um die Wirksamkeit der Dopingbekämpfung in Belgien zu verbessern;
La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et de son Ministre des Sports;	De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering in de persoon van haar minister-president en minister van Sport;	Die Flämische Gemeinschaft, vertreten durch die flämische Regierung, in der Person ihres Ministerpräsidenten und ihres Ministers zuständig für den Sport,
La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne de son Ministre-Président et de sa Ministre des Sports;	De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Franse Gemeenschap in de persoon van haar minister-president en minister van Sport;	Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft, in der Person ihres Ministerpräsidenten und ihres Ministers zuständig für den Sport;
La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne de son Ministre-Président et sa Ministre des Sports ;	De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap in de persoon van haar minister-president en minister van Sport;	Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, in der Person ihres Ministerpräsidenten und ihres Ministers zuständig für den Sport;
La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni, en la personne des membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune de	De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van de leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke	Die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium, in der Person der Mitglieder des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission

Bruxelles-Capitale, compétents pour la Politique de la Santé;	Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid;	Brüssel-Hauptstadt, die für die Gesundheitspolitik zuständig sind;
CONVIENNENT CE QUI SUIT :	KWAMEN HET VOLGENDE OVEREEN:	KOMMEN WIE FOLGT ÜBEREIN:
Article 1er. Dans l'article 1er, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, les modifications suivantes sont apportées :	**Artikel 1.** In artikel 1 van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende dopingpreventie en -bestrijding in de sport worden de volgende wijzingen aangebracht:	**Artikel 1.** In Artikel 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 9. Dezember 2011 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission zur Prävention und Bekämpfung des Dopings im Sport, werden folgende Änderungen angebracht:
1° au point 11°, remplacé par l'accord de coopération du 17 décembre 2014, le terme « SportAccord » est remplacé par les termes « l'Association mondiale des fédérations internationales de Sport (GAISF) » ;	1° in punt 11°, vervangen bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014, wordt het woord "SportAccord" vervangen door de woorden "Global Association of International Sport Federations (GAISF)";	1. In Punkt 11, geändert durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 17. Dezember 2014, wird der Begriff "Sport Accord" durch den Begriff "Internationaler Dachverband der Sportverbände (GAISF)" ersetzt;
2° au point 13°, remplacé par l'accord de coopération du 17 décembre 2014, les termes « article 5.6 » sont remplacés par les termes « article 5.5 » ;	2° in punt 13°, vervangen bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014, wordt de zinsnede "artikel 5.6" vervangen door de zinsnede "artikel 5.5";	2. In Punkt 13, geändert durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 17. Dezember 2014, werden die Worte "Artikel 5.6" durch die Worte "Artikel 5.5" ersetzt;
3° les points 20° à 22°, libellés comme suit, sont ajoutés :	3° een punt 20° tot en met 22° worden toegevoegd, die luiden als volgt:	3. Es werden die folgenden drei Definitionen ergänzt:
« 20° sportif récréatif : tout sportif amateur qui, au cours des 5 ans qui précèdent une violation des règles antidopage, n'a pas été un sportif d'élite de niveau international ou	"20° recreatiesporter: elke breedtesporter die in de in de loop van de vijf jaar voorafgaand aan een overtreding van de antidopingregels, geen elitesporter van internationaal of	"Punkt 20: Freizeitsportler: jeder Amateursportler; dieser Begriff schließt jedoch jeden Sportler aus, der in den fünf Jahren vor einem Verstoß gegen Anti-

national, n'a pas représenté un pays lors d'une manifestation internationale sans restriction de catégorie ou n'a pas été inclus dans un groupe cible enregistré, dans un groupe cible national ou dans tout autre groupe cible soumis à des obligations de localisations par une Fédération internationale ou une ONAD ;	nationaal niveau was, geen land vertegenwoordigd heeft bij een internationaal sportevenement zonder categoriebeperking of niet toegevoegd was aan een geregistreerde doelgroep, een nationale doelgroep of elke andere geregistreerde doelgroep onderworpen aan verplichtingen op het vlak van het doorgeven van verblijfsgegevens opgelegd door een internationale federatie of een NADO;	Doping-Bestimmungen ein Spitzensportler auf internationaler oder nationaler Ebene war, der ein Land bei einer internationalen Wettkampfveranstaltung ohne Kategoriebeschränkungen vertreten hat oder in eine registrierte Zielgruppe, eine nationale Zielgruppe oder eine andere registrierte Zielgruppe aufgenommen wurde, die den Meldepflichten eines internationalen Sportfachverbands oder einer NADO unterliegt;
21° mineur : toute personne physique qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans ;	21° minderjarige: elke natuurlijke persoon die de leeftijd van achttien jaar niet heeft bereikt;	Punkt 21: Minderjähriger: jede natürliche Person, die das achtzehnte Lebensjahr noch nicht vollendet hat;
22° personne protégée : tout sportif ou toute personne physique qui, au moment de la violation d'une règle antidopage : (i) n'a pas atteint l'âge de seize ans ; (ii) n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans et n'est inclus dans aucun groupe cible enregistré et n'a jamais concouru dans une manifestation internationale sans restriction de catégorie ; ou (iii) pour d'autres raisons que l'âge, a été reconnu comme ne disposant pas de tout ou partie de la capacité juridique, selon le droit national applicable. »	22° beschermde persoon: elke sporter of elke natuurlijke persoon die op het ogenblik van de overtreding van een antidopingregel: (i) de leeftijd van zestien jaar niet heeft bereikt; (ii) de leeftijd van achttien jaar niet heeft bereikt en niet is toegevoegd aan een geregistreerde doelgroep en nooit aan een internationaal sportevenement zonder categoriebeperking heeft deelgenomen; of (iii) om andere redenen dan leeftijd erkend werd als een persoon die niet volledig of gedeeltelijk over zijn handelingsbekwaamheid beschikt, overeenkomstig het geldende, nationale recht.".	Punkt 22: Geschützte Person: jeder Sportler oder jede natürliche Person, die zum Zeitpunkt des Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen: (i) das Alter von sechzehn Jahren noch nicht erreicht hat; (ii) das Alter von achtzehn Jahren noch nicht erreicht hat und in keiner registrierten Zielgruppe enthalten/verzeichnet/gelistet ist und noch nie an einem internationalen Wettkampf ohne Kategoriebeschränkungen teilgenommen hat; oder (iii) aus anderen Gründen als dem Alter nach anwendbarem nationalen Recht nicht oder nur teilweise rechtsfähig ist."
Art. 2. Dans l'article 3, du même accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :	**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde samenwerkingsakkoord, worden de volgende wijzigingen aangebracht:	**Art. 2.** In Artikel 3 desselben Zusammenarbeitsabkommens werden folgende Änderungen angebracht:

1° au paragraphe 1er, les modifications suivantes sont apportées : a) dans l'alinéa 1er, les termes « , le cas échéant en coopération avec le mouvement sportif et/ou avec les établissements d'enseignement, en cohérence avec l'article 18.2.3, alinéa 2, du Code. » sont ajoutés après les termes « campagnes de prévention et de sensibilisation conjointes » ; b) dans l'alinéa 2, les termes « , avec le concours premier et direct de son ONAD, » sont insérés entre les termes « Chaque partie contractante veille » et les termes « à mener une politique de lutte contre le dopage conformément aux principes du Code. » ; c) dans l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées : i) au point 1°, les termes « , par le biais de son ONAD, » sont insérés entre les termes « collaborer avec les autres parties contractantes afin d'appliquer » et les termes « les principes du Code et les Standards internationaux de façon concertée ; » ; ii) le point 2°, est remplacé par ce qui suit :	1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) aan het eerste lid wordt de zinsnede ", in voorkomend geval, in samenwerking met de sportbeweging en/of met de onderwijsinstellingen in overeenstemming met artikel 18.2.3, tweede lid, van de Code." toegevoegd na de woorden "gezamenlijke preventie- en sensibiliseringscampagnes"; b) in het tweede lid wordt de zinsnede ", met de rechtstreekse steun van haar NADO" ingevoegd tussen de woorden "Iedere akkoordsluitende partij waakt er" en de woorden "over dat ze een antidopingbeleid voert, dat in overeenstemming is met de beginselen van de Code."; c) in het derde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht: i) in punt 1° wordt de zinsnede ", via haar NADO," ingevoegd tussen de woorden "samen te werken met de andere akkoordsluitende partijen om" en de woorden "de beginselen van de Code en de Internationale Standaarden in onderling overleg toe te passen" ii) punt 2° wordt vervangen door wat volgt:	1. In §1 werden folgende Änderungen eingearbeitet: a) Im ersten Absatz werden die Worte "durch einen regelmäßigen Austausch von Informationen, Spezialisten und Dienstleistungen sowie durch die Durchführung gemeinsamer Präventions- und Sensibilisierungskampagnen, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit der Sportbewegung und/oder den Bildungseinrichtungen, gemäß Artikel 18.2.3 Absatz 2 des Codes" eingefügt; b) In Absatz 2 werden die Worte „Jede Vertragspartei stellt mit der vollständigen und direkten Unterstützung ihrer NADO sicher, dass sie eine Anti-Doping-Politik in Übereinstimmung mit den Grundsätzen des Codes betreibt" eingefügt, c) In Absatz 3 werden folgende Änderungen eingearbeitet: i) In Punkt 1 werden nach den Worten "um gemeinsam die Grundsätze des Codes" und vor den Worten "um gemeinsam die Grundsätze des Codes und die internationalen Standards anzuwenden" die Worte "mit Hilfe ihrer NADO" eingefügt; ii) In Punkt 2 ersetzt der folgende Text den bisherigen:

« 2° reconnaître le résultat de l'analyse de l'échantillon réalisée par un laboratoire accrédité par l'AMA et, en cas de résultat anormal, transmettre le dossier pour traitement disciplinaire à l'ONAD de la partie contractante dont relève le sportif concerné ; »	"2° het resultaat van de analyse die uitgevoerd is door een door het WADA geaccrediteerd laboratorium te erkennen, en in geval van een afwijkend resultaat, het dossier voor disciplinaire behandeling te bezorgen aan de NADO van de akkoordsluitende partij waarvan de betrokken sporter afhangt;";	„2. das Ergebnis, von einem von der WADA zugelassenen Labors durchgeführten Analyse der Probe, anzuerkennen und im Falle eines von der Norm abweichenden Ergebnisses, die Akte zur disziplinarischen Behandlung an die NADO der Vertragspartei zu übermitteln, der der betreffende Sportler angehört";
iii) le point 3°, est remplacé par ce qui suit :	iii) punt 3° wordt vervangen door wat volgt:	iii) In Punkt 3 ersetzt der folgende Text den bisherigen:
« 3°reconnaître automatiquement toute décision en matière de dopage, prise conformément aux principes du Code par toute autorité ou organisation compétente, dont son ONAD a connaissance et transmettre pareille décision, via son ONAD, aux autres ONADs des parties contractantes, par le biais de canaux de communication sécurisés, afin d'assurer le respect du droit à la protection de la vie privée de l'intéressé; » ;	"3° automatisch iedere beslissing inzake doping die door een bevoegde overheid of organisatie genomen is, overeenkomstig de beginselen van de Code, waarvan haar NADO kennis heeft, te erkennen en dergelijke beslissing via haar NADO aan andere NADO's van de akkoordsluitende partijen via beveiligde communicatiekanalen te bezorgen, om het recht op bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de betrokkene te vrijwaren;";	„3. automatisch jede Doping-Entscheidung anzuerkennen, die gemäß den Grundsätzen des Code von einer zuständigen Behörde oder Organisation getroffen wird, die seiner NADO bekannt ist, und eine solche Entscheidung über seine NADO an die anderen NADOs über sichere Kommunikationskanäle weiterzuleiten, um die Achtung des Rechts auf Schutz der Privatsphäre der betreffenden Person zu gewährleisten;";
iv) au point 5°, les termes « convocation des contrôles antidopage ainsi que des procès-verbaux des contrôles antidopage » sont remplacés par les termes « contrôle du dopage ainsi que des formulaires de demandes d'AUT » ;	iv) in punt 5° worden de woorden "oproepingsformulieren voor de dopingcontroles en van de processen-verbaal van de dopingcontroles" vervangen door de woorden "oproepingsformulieren voor de dopingcontroles en van de aanvraagformulieren TTN";	iv) In Punkt 5 ersetzen die Worte "Dopingkontrollformulare und TUE-Antragsformulare" die Worte „Einladungsformulare und Berichtsformulare zu den Dopingkontrollen";
v) au point 6°, remplacé par l'accord de coopération du 17 décembre 2014, le terme « leurs » est remplacé par le terme « son » ;	v) in punt 6°, vervangen bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014, wordt het woord "hun" vervangen door het woord "haar";	v) In Punkt 6, geändert durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 17. Dezember 2014, werden die Worte "den NADOs" durch die Worte "seiner NADO" ersetzt;

vi) les points 8° et 9°, libellés comme suit, sont ajoutés : « 8° sans préjudice des points 1° à 7°, reconnaître et respecter l'autonomie et l'indépendance opérationnelle de chaque ONAD, conformément aux articles 20.5.1 et 22.8 du Code ; 9° permettre à son ONAD, en cohérence et conformément au point 8° et à l'article 5.7 du Code, de conclure, avec les autres ONADs, ainsi qu'avec toute autre autorité publique ou organisation antidopage, tout protocole de coopération en lien direct avec les activités et décisions opérationnelles de l'ONAD, en ce compris en matière d'enquêtes antidopage. » ; d) un alinéa 4, rédigé comme suit, est ajouté : « S'agissant des sportifs amateurs qui ne prennent part à aucune compétition, chaque Partie contractante est libre de déterminer, par voie de décret ou d'ordonnance, leur régime juridique éventuel. »	vi) een punt 8° en 9° worden toegevoegd, die luiden als volgt: "8° met behoud van de toepassing van punt 1° tot en met 7°, de operationele autonomie en onafhankelijkheid van elke NADO te erkennen en eerbiedigen, overeenkomstig artikel 20.5.1 en 22.8 van de Code; 9° het haar NADO mogelijk te maken, in overeenstemming met en overeenkomstig punt 8° en artikel 5.7 van de Code, met de andere NADO's en elke andere overheid of antidopingorganisatie elk samenwerkingsprotocol te sluiten dat rechtstreeks verband houdt met de operationele activiteiten en beslissingen van de NADO met inbegrip inzake antidopingonderzoeken."; d) een vierde lid wordt toegevoegd, dat luidt als volgt: "Voor breedtesporters die aan geen enkele wedstrijd deelnemen, is elke akkoordsluitende partij vrij om bij decreet of ordonnantie een eigen regeling vast te stellen.";	vi) Der Text wird um die Punkte 8. und 9. wie folgt ergänzt: „8. Unbeschadet der Ziffern 1 bis 7 die Autonomie und operationelle Unabhängigkeit jeder NADO gemäß Artikel 20.5.1 und 22.8 des Codes anzuerkennen und zu respektieren; 9. Ihrer NADO zu gestatten, in Übereinstimmung mit Ziffer 8 und Artikel 5.7 des Codes mit anderen NADOs sowie mit jeder anderen öffentlichen Behörde oder Anti-Doping-Organisation ein Kooperationsprotokoll zu schließen, das sich direkt auf die Aktivitäten und operationellen Entscheidungen der NADO, einschließlich der Anti-Doping-Ermittlungen, bezieht.; d) Ein vierter Absatz mit folgendem Text wird eingefügt: „Hinsichtlich der Freizeitsportler, die an keinem Wettkampf teilnehmen, steht es jeder Vertragspartei frei, durch ein Dekret oder eine Verordnung eine auf sie anwendbare gesetzliche Regelung zu treffen."
2° au paragraphe 2, alinéa 1er, la première phrase est remplacée par ce qui suit : « § 2. Sans préjudice et dans le respect du paragraphe 1er, alinéa 3, 8°, en ce qui	2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt de inleidende zin vervangen door wat volgt: "Zonder afbreuk te doen aan en met behoud van de toepassing van paragraaf 1, derde lid,	2. In §2 wird der erste Satz durch folgenden Satz ersetzt:

concerne les sportifs d'élite, chaque partie contractante s'engage en outre à : »	8°, met betrekking tot de elitesporters, verbindt elke akkoordsluitende partij zich bovendien ertoe:";	"Unbeschadet und in Übereinstimmung mit §1, 8. verpflichtet sich jede Vertragspartei ferner, in Bezug auf die Spitzensportler".
3° au paragraphe 3, remplacé par l'accord de coopération du 17 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :	3° in paragraaf 3, vervangen bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:	3. In §3 werden folgende Änderungen eingearbeitet:
a) dans l'alinéa 1er, du point 1°, les termes « ou du point 3°, al. 3 à 5 ou du paragraphe 5, al. 5 » sont remplacés par les termes « ou du paragraphe 6 » ;	a) in het eerste lid van punt 1°, wordt de zinsnede "of punt 3°, derde tot en met vijfde lid, of paragraaf 5, vijfde lid" vervangen door de woorden "of paragraaf 6";	a) Im ersten Absatz werden die Worte "der Nummer 3, Absätze 3 bis 5, oder des §5, Absatz 5" durch die Worte "oder §6" ersetzt;
b) dans l'alinéa 2, du point 1°, les termes « article 5.6 » sont remplacés par les termes « article 5.5 » ;	b) in het tweede lid van punt 1° worden de woorden "artikel 5.6" vervangen door de woorden "artikel 5.5";	b) im zweiten Absatz werden die Worte "Artikel 5.6" durch die Worte „Artikel 5.5" ersetzt";
c) à l'alinéa 3, du point 1°, la ponctuation « ; » est remplacée par la ponctuation « . » ;	c) in het derde lid van punt 1°, wordt de interpunctie ";" vervangen door de interpunctie ".";	c) im dritten Absatz wird das Satzzeichen ";" durch das Satzzeichen "." ersetzt.
d) le point 2°, est remplacé par ce qui suit :	d) punt 2° wordt vervangen door wat volgt:	d) Punkt 2 wird durch folgenden Text ersetzt:
« 2° Catégorie B : ce groupe se compose des sportifs d'élite pratiquant une discipline reprise en annexe, dans la liste B du présent accord de coopération.	"2° categorie B: deze groep bestaat uit elitesporters die een discipline beoefenen vermeld in de bijlage, in lijst B van dit samenwerkingsakkoord.	„2. Kategorie B: Diese Gruppe setzt sich aus Spitzensportlern zusammen, die eine der im Anhang, Liste B dieses Zusammenarbeitsabkommens, aufgeführten Sportdisziplinen ausübt.
Les sportifs visés à l'alinéa précédent sont tenus de signaler toutes les activités d'équipe dont les compétitions et entraînements et la résidence habituelle des sportifs d'élite. Ils peuvent désigner un	De sporters, vermeld in het vorige lid, zijn verplicht alle ploegactiviteiten door te geven, waaronder wedstrijden en trainingen en de gewoonlijke verblijfplaats van de elitesporters. Ze kunnen een	Die im vorigen Absatz genannten Sportler sind verpflichtet, alle Mannschaftsaktivitäten einschließlich der Wettkämpfe und des Trainings sowie den üblichen Aufenthaltsort der Spitzensportler zu melden. Sie können

responsable d'équipe pour transmettre leurs données de localisation ainsi qu'une liste actualisée des membres de l'équipe.	ploegverantwoordelijke aanwijzen om hun verblijfsgegevens en een bijgewerkte lijst met de ploegleden door te geven.	einen Verantwortlichen benennen, der ihre Aufenthaltsangaben und eine aktualisierte Liste der Mannschaftsmitglieder übermittelt.
Lorsque les obligations en matière de localisation ne sont pas respectées ou, en vertu du paragraphe 6, l'ONAD de la partie contractante compétente peut inclure un ou plusieurs sportifs d'élite de l'équipe concernée dans la catégorie A.	Als de verplichtingen op het vlak van verblijfsgegevens niet worden nagekomen, of met toepassing van paragraaf 6, kan de NADO van de bevoegde akkoordsluitende partij een of meer elitesporters van de betrokken ploeg opnemen in categorie A.	Wenn die Anforderungen bezüglich der Aufenthaltsangaben nicht respektiert werden oder aufgrund von §6, kann die NADO der zuständigen Vertragspartei einen oder mehrere Spitzensportler der betreffenden Mannschaft in die Kategorie A aufnehmen.
Lorsqu' aucun contrôle manqué ou un manquement aux obligations en matière de localisation n'est constaté, à l'égard du sportif concerné, sur une période de six mois à dater de son admission en catégorie A, l'ONAD de la partie contractante compétente peut le transférer dans la catégorie B.	Als tegen de betrokken sporter zes maanden na zijn opname in categorie A geen aangifteverzuim van de verblijfsgegevens of gemiste controle werd vastgesteld, kan de NADO van de bevoegde akkoordsluitende partij hem opnieuw opnemen in categorie B.	Werden bei dem betreffenden Sportler innerhalb eines Zeitraums von sechs Monaten nach seiner Aufnahme in die Kategorie A keine versäumten Kontrollen oder Meldepflichtversäumnisse festgestellt, kann die NADO der zuständigen Vertragspartei ihn in die Kategorie B überführen.
Si, durant cette période, un contrôle manqué ou un manquement aux obligations en matière de localisation est constaté, ladite période est prolongée de douze mois à partir de la date dudit constat. » ;	Als gedurende die periode wel een aangifteverzuim van de verblijfsgegevens of gemiste controle werd vastgesteld, wordt die periode verlengd met twaalf maanden vanaf de vaststelling.".	Wird während dieses Zeitraums eine versäumte Kontrolle oder ein Versäumnis bezüglich der Mitteilung der Aufenthaltsangaben festgestellt, wird die genannte Frist um 12 Monate ab dem Datum dieser Feststellung verlängert.";
e) le point 3°, est remplacé par ce qui suit :	e) punt 3° wordt vervangen door wat volgt:	e) Punkt 3 wird durch folgenden Text ersetzt:
« 3° Catégorie C : ce groupe se compose des sportifs d'élite non repris au point 1°, ni au point 2°.	"3° categorie C: deze groep bestaat uit elitesporters die niet gevat zijn onder punt 1 of 2°.	"3. Kategorie C: Diese Gruppe besteht aus Spitzensportlern, die nicht unter Punkt 1 oder Punkt 2 fallen.
Les sportifs d'élite visés à l'alinéa précédent ne doivent transmettre aucune donnée de	De elitesporters, vermeld in het vorige lid, moeten geen verblijfgegevens doorgeven,	Die im vorstehenden Absatz genannten Spitzensportler müssen keine Angaben über

localisation, sauf dans les cas prévus au § 4, al. 3, et au § 6. » ; f) le point 4°, est abrogé.	behalve in de gevallen, vermeld in paragraaf4, derde lid, en paragraaf 6."; f) punt 4° wordt opgeheven.	ihren Aufenthaltsort übermitteln, außer in den in Artikel 3 §4 Absatz 3 und Artikel 3 §6 vorgesehenen Fällen." f) Punkt 4 wird gestrichen.
4° au paragraphe 4, remplacé par l'accord de coopération du 17 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées : a) dans l'alinéa 1er, les termes « article 5.6 » sont remplacés par les termes « article 5.5 » ; b) l'alinéa 3, est remplacé par ce qui suit : « Si un sportif d'élite de catégorie B ou C de l'ONAD d'une des parties contractantes est repris dans le groupe cible d'une autre ONAD ou d'une Fédération internationale pour laquelle il doit fournir plus de données de localisation que ce qui est prévu respectivement par le § 3, 2°, alinéa 2, ou 3°, alinéa 2, du présent accord, ce sportif doit communiquer les données de localisation requises par l'autre ONAD ou par la Fédération internationale concernée. »	4° In paragraaf 4 vervangen bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) in het eerste lid worden de woorden "artikel 5.6" vervangen door de woorden "artikel 5.5 "; b) het derde lid door wat volgt: "Als een elitesporter van categorie B of C van de NADO van een van de akkoordsluitende partijen opgenomen is in de doelgroep van een andere NADO of een internationale federatie, waarvoor hij meer verblijfsgegevens moet indienen dan respectievelijk bepaald in paragraaf 3, 2°, tweede lid, of 3°, tweede lid, van dit akkoord, moet de sporter alleen de verblijfsgegevens indienen die vereist zijn door die andere NADO of internationale federatie.";	4. In §4 werden folgende Änderungen eingearbeitet: a) Im ersten Absatz werden die Worte "Artikel 5.6" durch die Worte Artikel "5.5" ersetzt; b) Absatz drei wird durch folgenden Text ersetzt: "Wenn ein Spitzensportler der Kategorie B oder C der NADO einer der Vertragsparteien in der registrierten Zielgruppe einer anderen NADO oder eines internationalen Verbandes aufgenommen wird, für den er mehr Aufenthaltsangaben machen muss, als in Artikel 3 §3, Absatz 2, 2 oder 3 dieses Übereinkommens vorgesehen ist, muss dieser Sportler die von der anderen NADO oder dem anderen internationalen Sportfachverband geforderten Aufenthaltsangaben übermitteln."
5° le paragraphe 5, remplacé par l'accord de coopération du 17 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :	5° paragraaf 5, vervangen bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014, wordt vervangen door wat volgt:	5. §5, abgeändert durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 17. Dezember 2014, wird durch folgenden Text ersetzt:

« § 5. Les sportifs d'élite des catégories A et B constituent le groupe cible national. Tout sportif, d'élite ou amateur peut être soumis à des contrôles antidopage en et hors compétition. Les sportifs d'élite et les sportifs amateurs sont, en cas de violation des règles antidopage, soumis aux règles du Code, en ce qui concerne les sanctions et la charge de la preuve. Les sportifs récréatifs, les sportifs mineurs et les sportifs considérés comme des personnes protégées sont, en cas de violation des règles antidopage, respectivement soumis aux règles du Code qui les concernent, en ce qui concerne les sanctions et la charge de la preuve. S'agissant des sportifs amateurs qui ne prennent part à aucune compétition, conformément au § 1er, alinéa 4, chaque Partie contractante est libre de déterminer, par voie de décret ou d'ordonnance, leur régime juridique éventuel. »	"§5. De elitesporters van categorie A en B vormen de nationale doelgroep. Elke elite- of breedtesporter kan onderworpen worden aan dopingcontroles binnen en buiten wedstrijdverband. De elite- en breedtesporters worden bij overtreding van de antidopingregels onderworpen aan de regels van de Code, voor wat betreft de sancties en de bewijslast. De recreatiesporters, de minderjarige sporters en de als beschermde personen beschouwde sporters worden, bij overtreding van de antidopingregels, onderworpen aan de regels van de Code die respectievelijk op hen betrekking hebben, voor wat betreft de sancties en de bewijslast. Voor breedtesporters die aan geen enkele wedstrijd deelnemen, is elke akkoordsluitende partij, overeenkomstig paragraaf 1, vierde lid, vrij om bij decreet of ordonnantie een eigen regeling vast te stellen.";	§5 Die Spitzensportler der Kategorien A und B bilden die nationale Zielgruppe. Jeder Sportler, ob Spitzen- oder Amateursportler, kann während und außerhalb von Wettkämpfen Dopingkontrollen unterzogen werden. Die Spitzensportler und Amateursportler unterliegen im Falle eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen den Regeln des Codes bezüglich der Sanktionen und der Beweislast. Freizeitsportler, minderjährige Sportler und die Sportler, die als geschützte Personen gelten, unterliegen im Falle eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen den für sie geltenden Regeln des Codes bezüglich Sanktionen und Beweislast. Hinsichtlich der Freizeitsportler, die an keinem Wettkampf teilnehmen, steht es jeder Vertragspartei nach §1 Abs. 4 frei, durch ein Dekret oder eine Verordnung eine auf sie anwendbare gesetzliche Regelung zu treffen.
6° il est inséré un paragraphe 5/1, rédigé comme suit : « § 5/1. Un sportif d'élite de catégorie A ou B, qui a pris sa retraite sportive mais qui envisage de reprendre la compétition au niveau national et/ou international, ne	6° een paragraaf 5/1 wordt ingevoegd, die luidt als volgt: "§5/1. Een elitesporter van categorie A of B die zich teruggetrokken heeft uit de sport, maar later weer aan wedstrijden op nationaal en/of internationaal niveau wil deelnemen, zal	6. Ein Paragraph 5/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: „ §5/1 Spitzensportler der Kategorien A- und -B, die sich aus dem Sport zurückgezogen haben, aber planen, zu Wettkämpfen auf nationaler und/oder internationaler Ebene

pourra prendre part à aucune compétition de niveau national et/ou international sans en avoir préalablement averti par écrit son ONAD et sa fédération internationale, dans un délai de six mois précédant la date du retour envisagé.	niet mogen deelnemen aan nationale en/of internationale wedstrijden zonder zijn NADO en zijn Internationale Federatie daarvan schriftelijk op de hoogte gebracht te hebben, uiterlijk zes maanden voor de datum van de voorziene terugkeer.	zurückzukehren, dürfen an keinem nationalen und/oder internationalen Wettkampf teilnehmen, ohne ihre NADO und ihren internationalen Sportfachverband innerhalb von sechs Monaten vor ihrer geplanten Rückkehr schriftlich informiert zu haben.
L'AMA, en consultation avec l'ONAD compétente au moment où le sportif a pris sa retraite, peut accorder une dérogation à la règle du préavis écrit de six mois précédant la date du retour envisagé, visée à l'alinéa 1er, lorsque l'application stricte de cette règle serait inéquitable pour le sportif d'élite concerné.	Het WADA kan in samenspraak met NADO die bevoegdheid had over de sporter op het ogenblik dat de sporter zich teruggetrokken heeft, een afwijking toekennen van de regel van schriftelijke kennisgeving zes maanden voor de terugkeer in wedstrijdverband, vermeld in het eerste lid, als de strikte toepassing van die regel voor de elitesporter in kwestie onbillijk zou zijn.	Die WADA kann in Absprache mit der zum Zeitpunkt des Ausscheidens zuständigen NADO des Sportlers eine Ausnahme von der im vorstehenden Absatz genannten sechsmonatigen schriftlichen Ankündigungsfrist gewähren, wenn eine strikte Anwendung dieser Regel für den betreffenden Spitzensportler unangemessen wäre.
Toute décision prise en application de l'alinéa 2, est susceptible d'appel, conformément aux principes prévus à l'article 13 du Code et selon le droit applicable de l'ONAD compétente.	Tegen elke beslissing die werd genomen, overeenkomstig het tweede lid, kan beroep worden ingesteld conform de beginselen, vermeld in artikel 13 van de Code, en conform het recht dat van toepassing is bij de bevoegde NADO.	Gegen jede in Anwendung des vorstehenden Absatzes getroffene Entscheidung kann ein Rechtsbehelf gemäß den in Artikel 13 des Codes dargelegten Grundsätzen und im Einklang mit dem anwendbaren Recht der zuständigen NADO eingelegt werden.
Tout résultat sportif obtenu en violation de l'alinéa 1er, sera annulé, à moins que le sportif ne soit en mesure d'établir qu'il n'aurait pas raisonnablement pu savoir qu'il s'agissait d'une compétition de niveau international ou national.	Elk sportief resultaat dat behaald is in strijd met het eerste lid wordt geannuleerd, tenzij de sporter kan aantonen dat hij niet redelijkerwijs had kunnen weten dat het ging om een wedstrijd van internationaal of nationaal niveau.	Jedes Sportergebnis, das unter Verstoß gegen Absatz 3 erzielt wurde, wird annulliert, es sei denn, der Sportler kann nachweisen, dass er nicht vernünftigerweise hätte wissen können, dass es sich um einen internationalen oder nationalen Wettkampf handelt.
Si un sportif d'élite visé à l'alinéa 1er, a pris sa retraite pendant une période de suspension consécutive à une décision	Als een elitesporters als vermeld in het eerste lid zich tijdens een periode van uitsluiting ten gevolge van een disciplinaire uitspraak op	Wenn die in Absatz 3 genannten Spitzensportler während einer Sperre aufgrund einer endgültigen

disciplinaire passée en force de chose jugée établissant la violation de règle(s) antidopage, il ne pourra prendre part à aucune compétition de niveau national et/ou international sans avoir préalablement averti par écrit son ONAD et sa fédération internationale, dans le délai de six mois visé à l'alinéa 1er, ou dans un délai équivalent à la période de suspension restant à purger à la date de sa retraite, si cette période était supérieure à 6 mois.	grond van dopingpraktijken, die in kracht van gewijsde is gegaan, zich terugtrekt uit de sport, zal die niet mogen deelnemen aan nationale of internationale wedstrijden zonder dat hij conform het eerste lid de bevoegde NADO en internationale federatie zes maanden of een periode gelijk aan het resterende deel van hun schorsing, als die langer is dan zes maanden, vooraf schriftelijk op de hoogte heeft gebracht.	Disziplinarentscheidung, in der der ein oder mehrere Verstöße gegen die Anti-Doping-Bestimmungen festgestellt wurde(n), in den Ruhestand getreten sind, dürfen sie auf nationaler und/oder internationaler Ebene nicht mehr an Wettkämpfen teilnehmen. Wenn er dann trotzdem an Wettkämpfen teilnehmen will, muss er zuvor die zuständige NADO und seinen internationalen Sportfachverband innerhalb von sechs Monaten oder während eines Zeitraums, der der zum Zeitpunkt des Ausscheidens noch verbleibenden Sperre entspricht, schriftlich darüber in Kenntnis setzen. Der längere Zeitraum ist maßgeblich.
A dater de son avertissement par écrit, l'ONAD concernée peut soumettre un sportif visé à l'alinéa 1er, à des contrôles hors compétition et lui demander de transmettre des données de localisation, conformément à la catégorie à laquelle il appartenait au moment de la prise de sa retraite sportive. »	Vanaf de datum van schriftelijke kennisgeving kan de betrokken NADO een sporter als vermeld in het eerste lid, aan controles buiten wedstrijdverband en hem verplichten verblijfgegevens in te dienen overeenkomstig de categorie waartoe hij behoorden op het ogenblik van zijn terugtrekking uit de sport.”;	Ab dem Datum ihrer schriftlichen Verwarnung kann die betreffende NADO die in den Absätzen 3 und 7 genannten Sportler Dopingkontrollen außerhalb des Wettkampfes unterziehen und sie auffordern, ihre Aufenthaltsangaben gemäß der Kategorie, der sie zum Zeitpunkt ihres Ausscheidens aus dem Sport angehörten, mitzuteilen.“
7° le paragraphe 6, remplacé par l'accord de coopération du 17 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :	7° paragraaf 6 vervangen bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014, wordt vervangen door wat volgt:	7. §6 wird durch folgenden Text ersetzt:
« § 6. L'ONAD de chaque partie contractante se réserve le droit d'obliger tout sportif d'élite qui relève de sa compétence, dont les performances présentent une amélioration soudaine et importante, ou qui présente de sérieux indices de dopage, à fournir des	“§6. De NADO van elke akkoordsluitende partij behoudt zich het recht voor om elke elitesporter onder haar bevoegdheid wiens prestaties er plots en opmerkelijk op vooruitgaan, of tegen wie ernstige aanwijzingen van een dopingpraktijk bestaan,	“§6 Die NADO jeder zuständigen Vertragspartei behält sich das Recht vor, von jedem Spitzensportler, dessen Leistung sich plötzlich und erheblich steigert bzw. bei dem ernstzunehmende Indizien für ein Dopingvergehen nachweisbar sind, die

données de localisation conformément à la catégorie A, pour une durée maximale de 12 mois. Cette durée peut être prolongée, pour une nouvelle durée maximale de 12 mois supplémentaires, si les indices sérieux de dopage se confirment et persistent.	ertoe te verplichten zijn verblijfsgegevens door te geven zoals sporters van categorie A voor een periode van maximum 12 maanden. Die periode kan worden verlengd voor een nieuwe periode van maximum 12 maanden als de ernstige aanwijzingen van een dopingpraktijk bevestigd worden en blijven bestaan.	Aufenthaltsangaben gemäß Kategorie A für einen Zeitraum von maximal 12 Monaten zu verlangen. Dieser Zeitraum kann um weitere maximal 12 Monate verlängert werden, wenn sich diese ernstzunehmenden Indizien für ein Dopingvergehen bestätigen und fortbestehen.
Sans préjudice de l'alinéa 1er, l'ONAD de chaque partie contractante se réserve aussi le droit d'obliger tout sportif qui relève de sa compétence et à l'encontre duquel elle dispose de sérieux indices de dopage, dans le cadre d'une enquête antidopage menée, le cas échéant, en coopération avec une ou plusieurs autre(s) organisations antidopage et/ou les services de police et/ou de justice, à fournir des données de localisation conformément à la catégorie A, pour une durée maximale de 12 mois. Cette durée peut être prolongée, pour une nouvelle durée maximale de 12 mois supplémentaires, si les indices sérieux de dopage se confirment et persistent.	Met behoud van de toepassing van het eerste lid behoudt de NADO van elke akkoordsluitende partij zich ook het recht voor om elke sporter die ze onder haar bevoegdheid heeft tegen wie zij ernstige aanwijzingen van doping heeft, in het kader van een gevoerd dopingonderzoek, in voorkomend geval in samenwerking met een of meerdere andere antidopingorganisaties en/of politie- en/of gerechtelijke diensten, te verplichten verblijfsgegevens door te geven zoals sporters van categorie A, voor een periode van maximum 12 maanden. Die periode kan worden verlengd voor een nieuwe periode van maximum 12 maanden als de ernstige aanwijzingen bevestigd worden en blijven bestaan.	Unbeschadet des Absatzes 1 behält sich die NADO jeder zuständigen Vertragspartei das Recht vor, jedem Sportler, dem sie ernstzunehmende Indizien für ein Dopingvergehen nachweist, im Rahmen einer, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit einer oder mehreren anderen NADOs und/oder den Polizei- und/oder Justizbehörden durchgeführten, Anti-Doping-Ermittlung, zu verlangen, dass er für einen Zeitraum von maximal 12 Monaten Aufenthaltsangaben gemäß Kategorie A angibt. Dieser Zeitraum kann um maximal 12 Monate verlängert werden, wenn sich die ernstzunehmenden Indizien für Dopingvergehen bestätigen und fortbestehen.
L'ONAD de chaque partie contractante compétente se réserve le droit d'obliger tout sportif inscrit sur une liste de présélection à des Jeux Olympiques, Paralympiques, Championnats d'Europe ou du Monde, à fournir des données de localisation conformément à la catégorie A. L'ONAD compétente ne peut exercer ce droit que pour une durée maximale de 12 mois, débutant, au plus tôt, 9 mois avant la	De NADO van elke bevoegde akkoordsluitende partij behoudt zich het recht voor om elke sporter die op een preselectielijst voor de Olympische Spelen, Paralympische Spelen, Europese kampioenschappen of wereldkampioenschappen staat, te verplichten verblijfsgegevens door te geven overeenkomstig categorie A. De bevoegde NADO kan dat recht, slechts uitoefenen voor	Die NADO jeder zuständigen Vertragspartei behält sich das Recht vor, jeden Sportler, der auf einer Vorauswahlliste für Olympische Spiele, Paralympische Spiele, Europameisterschaften oder Weltmeisterschaften steht, zu verpflichten, Aufenthaltsangaben gemäß Kategorie A zu machen. Die zuständige NADO darf das im vorstehenden Absatz genannte Recht nur für

compétition concernée et se terminant, au plus tard, 3 mois après celle-ci. »	een maximumduur van 12 maanden die ten vroegste 9 maanden voor de wedstrijd in kwestie aanvangt en ten laatste 3 maanden na afloop van die wedstrijd eindigt.”;	einen Zeitraum von höchstens 12 Monaten ausüben, der frühestens 9 Monate vor dem betreffenden Wettbewerb beginnt und spätestens 3 Monate danach endet.
8° il est inséré un paragraphe 6/1, rédigé comme suit : « § 6/1. Les critères servant de base pour la détermination des listes A et B des disciplines sportives, reprises en annexe du présent accord, sont les suivants : - A: il s'agit d'une discipline individuelle sensible au dopage hors compétition ; - B: il s'agit d'une discipline d'équipe sensible au dopage hors compétition. Pour déterminer si une discipline est sensible au dopage hors compétition, les sous-critères suivants sont pris en compte : a) les statistiques des cas de dopage par discipline sportive ; b) les besoins physiques ou physiologiques pour pouvoir être performant dans la discipline sportive concernée ; c) la popularité du sport en Belgique ;	8° een paragraaf 6/1 wordt ingevoegd, die luidt als volgt: “ §6/1. De criteria die als basis dienen voor de vaststelling van de lijsten van sportdisciplines A en B, vermeld in de bijlge die bij dit akkoord is gevoegd, zijn de volgende: - A: het gaat om een individuele discipline die gevoelig is voor dopinggebruik buiten wedstrijdverband; - B: het gaat om een discipline in ploegverband die gevoelig is voor dopinggebruik buiten wedstrijdverband. Om te bepalen of een discipline gevoelig is voor dopinggebruik buiten wedstrijdverband, wordt rekening gehouden met de volgende subcriteria: a) de statistieken van de dopinggevallen per sportdiscipline; b) de fysische of fysiologische behoeften om te kunnen presteren in de sportdiscipline in kwestie; c) de populariteit van de sport in België;	8. Es wird ein §6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: “§6/1. Die Kriterien, die als Grundlage für die Festlegung der Listen A und B der im Anhang zu diesem Abkommen aufgeführten Sportdisziplinen dienen, sind die folgenden - A: Es handelt sich um eine Einzeldisziplin, die durch Doping außerhalb von Wettkämpfen wesentlich beeinflusst werden kann; - B: Es handelt sich um eine Mannschaftsdisziplin, die durch Doping außerhalb von Wettkämpfen wesentlich beeinflusst werden kann. Um zu bestimmen, ob eine Disziplin durch Dopingvergehen außerhalb von Wettkämpfen wesentlich beeinflusst werden kann, berücksichtigen die NADOs die folgenden Unterkriterien: a) die Statistiken der Dopingfälle nach Sportdisziplin; b) die körperlichen oder physiologischen Anforderungen, die für Leistungsfähigkeit in der betreffenden Sportdisziplin wesentlich sind; c) die Popularität des Sports in Belgien;

d) les enjeux financiers et médiatiques de la discipline sportive concernée. Sur avis motivé du Conseil, les Gouvernements ou le Collège peuvent modifier les listes susvisées. »	d) de financiële en media-uitdagingen van de sportdiscipline in kwestie. Op gemotiveerd advies van de Raad kunnen de Regeringen of College de bovenvermelde lijsten wijzigen.”;	d) den finanziellen und medialen Einfluss auf die betreffende Sportdisziplin. Auf der Grundlage einer begründeten Stellungnahme des Rates können die Regierungen und das Kollegium die oben genannten Listen abändern.“
9° au paragraphe 7, inséré par l'accord de coopération du 17 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées : a) l'alinéa 1er, est remplacé par ce qui suit : « § 7. Les sportifs d'élite et les sportifs amateurs sont soumis aux obligations relatives aux autorisations d'usage à des fins thérapeutiques. » ; b) un 3ème alinéa, rédigé comme suit, est ajouté : « S'agissant des sportifs amateurs qui ne prennent part à aucune compétition, conformément au § 1er, alinéa 4, chaque Partie contractante est libre de déterminer, par voie de décret ou d'ordonnance, leur régime juridique éventuel. »	9° in paragraaf 7, ingevoegd bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) het eerste lid wordt vervangen door wat volgt: "De elitesporters en de breedtesporters, zijn onderworpen aan de verplichtingen betreffende de toestemmingen voor gebruik wegens therapeutische noodzaak.”; b) een derde lid wordt toegevoegd, dat luidt als volgt: "Voor breedtesporters die aan geen enkele wedstrijd deelnemen, is elke akkoordsluitende partij conform paragraaf1, vierde lid, vrij om bij decreet of ordonnantie een eigen regeling vast te stellen.”;	9. In §7 werden folgenden Änderungen eingearbeitet: a) Absatz eins wird durch folgen Wortlaut ersetzt: "§7 Spitzensportler und Amateursportler unterliegen den Verpflichtungen in Bezug auf medizinischen Ausnahmegenehmigungen.“, b) Ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: „Hinsichtlich der Amateursportler, die an keinem Wettkampf teilnehmen, steht es jeder Vertragspartei nach §1 Abs. 4 frei, durch ein Dekret oder eine Verordnung eine auf sie anwendbare gesetzliche Regelung zu treffen.“
10° au paragraphe 8, inséré par l'accord de coopération du 17 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :	10° in de paragraaf 8, ingevoegd bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014 worden de volgende wijzigingen aangebracht:	10. In §8 werden folgende Änderungen eingearbeitet:

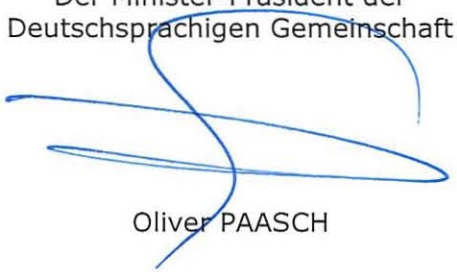
a) l'alinéa 1er, est remplacé par ce qui suit : « § 8. Le traitement des informations a pour finalité la lutte contre le dopage en vue de promouvoir un sport respectueux de la santé, de l'équité, de l'égalité et de l'esprit sportif, tout en respectant les dispositions de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, celles du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, ainsi que celles du Standard International sur la Protection des Renseignements Personnels. » ; b) dans l'alinéa 2, les termes « des sportifs d'élite » sont supprimés.	a) het eerste lid wordt vervangen door wat volgt: "De gegevensverwerking heeft tot doel de bestrijding van dopinggebruik met het oog op de bevordering van een sportbeoefening die de gezondheid, de billijkheid, de gelijkheid en de geest van de sport eerbiedigt, waarbij de bepalingen worden nageleefd van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, die van de Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, alsook die van de Internationale Standaard voor de Bescherming van Persoonsgegevens."; b) in het tweede lid worden de woorden "van de elitesporters" opgeheven.	a) Der erste Absatz wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: " §8 Zweck der Informationsverarbeitung ist der Kampf gegen Doping mit dem Ziel, den Sport auf Grundlage der Gesundheit, Fairness, Gleichheit und Fair Play zu fördern, wobei die Bestimmungen des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und die der Verordnung 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG ebenso eingehalten werden wie der internationale Standard zum Schutz persönlicher Angaben. b) Im zweiten Absatz wird der Begriff "Spitzensportler" gestrichen.
Art. 3. Dans l'article 5, du même accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées : 1° au paragraphe 1er, les modifications suivantes sont apportées : a) l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :	**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:	**Art. 3.** In Artikel 5 desselben Zusammenarbeitsabkommens werden die folgenden Änderungen eingearbeitet: 1. In §1 werden Änderungen mit folgendem Wortlaut eingearbeitet: a) Absatz wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

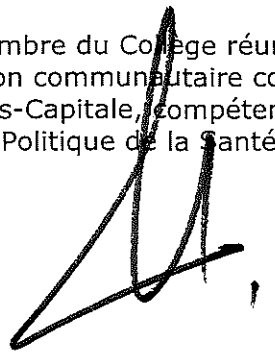
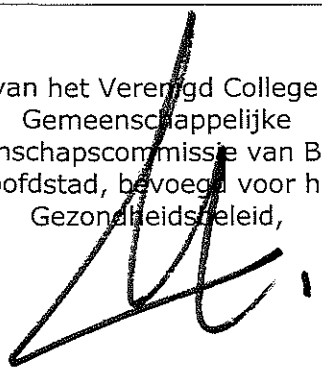
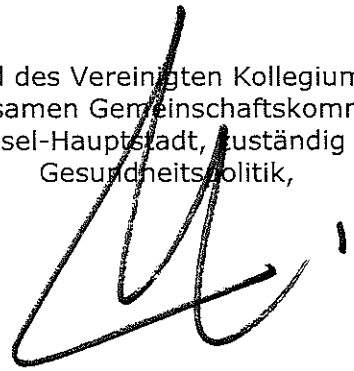
« Le Conseil est composé, pour chacune des parties contractantes, de quatre membres au maximum, dont au moins la moitié des membres proviennent de son ONAD respective. » ; b) un 3ème alinéa, rédigé comme suit, est ajouté : « Les membres visés à l'alinéa 2, sont désignés, pour chacune des parties contractantes, respectivement par leur Gouvernement ou par le Collège réuni. » 2° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées : a) à l'alinéa 2, le terme « Administration » est remplacé par le terme « ONAD » ; b) le paragraphe est complété par les 3 alinéas suivants, rédigés comme suit : « Nonobstant l'alinéa qui précède et sans préjudice du § 1er, alinéa 1er, un groupe de travail permanent entre les ONADs est institué. Ce groupe de travail se compose exclusivement de membres issus des ONADs des parties contractantes. Il est chargé de se concerter, par réunion physique ou, le cas échéant, par écrit, sur toute question présentant un intérêt à l'échelle nationale ou internationale et qui	"De Raad is voor elk van de akkoordsluitende partijen samengesteld uit hoogstens vier leden, waarvan minstens de helft van de leden uit zijn respectievelijke NADO komen."; b) een derde lid wordt toegevoegd, dat luidt als volgt: De leden, vermeld in het tweede lid, worden voor elk van de akkoordsluitende partijen respectievelijk door hun regering of door het Verenigd College aangewezen."; 2° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) in het tweede lid, wordt het woord "administratie" vervangen door het woord "NADO"; b) drie leden worden toegevoegd aan de huidige paragraaf, die luiden als volgt: "Niettegenstaande het voorafgaande lid en onverminderd paragraaf 1, eerste lid, wordt een permanente werkgroep onder de NADO's ingesteld. Die werkgroep bestaat uitsluitend uit leden uit de NADO's van de akkoordsluitende partijen. Hij wordt ertoe gelast overleg te plegen via een fysieke vergadering of, in voorkomend geval, schriftelijk, over elke kwestie van nationaal of internationaal belang en die valt	"Der Rat setzt sich für jede Vertragspartei aus höchstens vier Mitgliedern zusammen, von denen mindestens die Hälfte aus ihrer jeweiligen NADO stammen muss. b) Ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut wird eingearbeitet: Die im zweiten Absatz genannten Mitglieder werden für jede der Vertragsparteien von ihren Regierungen oder vom vereinigten Kollegium ernannt.", 2° In §3 werden folgende Änderungen eingearbeitet: a) Im zweiten Absatz wird das Wort "Verwaltung" durch das Wort "NADO" ersetzt, b) der Paragraph wird um die folgenden drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Ungeachtet des vorstehenden Absatzes und unbeschadet des §1, Absatz 1 wird eine ständige Arbeitsgruppe zwischen den NADOs eingerichtet. Diese setzt sich ausschließlich aus Mitgliedern der NADOs der Vertragsparteien zusammen. Sie ist dafür verantwortlich, sich gegenseitig durch Zusammenkünfte oder gegebenenfalls schriftlich in jeder Angelegenheit von nationalem oder internationalem Interesse zu konsultieren, die in die Unabhängigkeit

relève de l'indépendance et de l'autonomie opérationnelle des ONADs, conformément aux articles 5.7, 20.5.1 et 22.8 du Code. ».	onder de onafhankelijkheid en operationele autonomie van de NADO's, overeenkomstig artikel 5.7, 20.5.1 en 22.8 van de Code.".	und operative Autonomie der NADOs gemäß Artikel 5.7, 20.5.1 und 22.8 des Codes fällt."
Art. 4. L'article 6, du même accord de coopération, est complété par les alinéas 2 à 5 suivants, rédigés comme suit : « Nonobstant l'alinéa 1er, les éventuelles positions de la Belgique, lors des réunions européennes et internationales liées exclusivement à la matière de la lutte contre le dopage et/ou de sa prévention, sont préalablement discutées et concertées, entre les membres effectifs du Conseil, en vue de dégager un consensus. Si un consensus est dégagé, par application de l'alinéa 2, il constitue la position de la Belgique pour la ou les réunion(s) européenne(s) et/ou internationale(s) concernée(s). Si un consensus est dégagé, par application de l'alinéa 2, mais qu'aucun représentant de la partie qui assume la présidence du Conseil n'assiste à la ou aux réunion(s) européenne(s) ou internationale(s) concernée(s), la position de la Belgique est exprimée par un représentant d'une autre partie, qui assiste à la ou aux réunion(s) concernée(s). Si un consensus n'a pas pu être dégagé, suite à l'application de l'alinéa 2, la Belgique	**Art. 4.** Aan artikel 6 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden een tweede tot en met vijfde lid toegevoegd, die luiden als volgt: "Onverminderd het eerste lid worden de eventuele Belgische standpunten voorafgaandelijk onder de werkende leden van de Raad besproken en overlegd op Europese en internationale vergaderingen die uitsluitend verband houden met de materie met betrekking tot de dopingbestrijding en/of- preventie om tot overeenstemming te komen. Als er met toepassing van het tweede lid overeenstemming wordt bereikt, vormt zij het Belgische standpunt voor de Europese en/of internationale vergadering(en) in kwestie. Als er met toepassing van het tweede lid overeenstemming wordt bereikt, maar geen enkele vertegenwoordiger die het voorzitterschap van de Raad op zich neemt, de Europese of internationale vergadering(en) in kwestie bijwoont, vertolkt een vertegenwoordiger van een andere partij die de vergadering(en) in kwestie bijwoont, het Belgische standpunt.	**Art. 4.** Artikel 6 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird um die Absätze zwei bis fünf mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Ungeachtet des ersten Absatzes werden alle von Belgien bei europäischen und internationalen Treffen, die sich ausschließlich auf die Dopingbekämpfung und/oder -prävention beziehen, im Voraus zwischen den effektiven Mitgliedern des Rates diskutiert und vereinbart, um einen Konsens zu erreichen. Wird gemäß dem vorstehenden Unterabsatz ein Konsens erzielt, so stellt dieser den Standpunkt Belgiens für die betreffende(n) europäische(n) und/oder internationale(n) Tagung(en) dar. Wird gemäß Absatz 2 ein Konsens erzielt, nimmt jedoch kein Vertreter der Vertragspartei, die den Vorsitz im Rat innehat, an der/den betreffenden europäischen oder internationalen Tagung(en) teil, so wird der Standpunkt Belgiens von einem Vertreter einer anderen Vertragspartei vertreten, der an der/den betreffenden Tagung(en) teilnimmt. Wenn infolge der Anwendung von Absatz 2 kein Konsens erzielt wurde, nimmt Belgien

s'abstiendra de prendre position à la ou aux réunion(s) européenne(s) et/ou internationale(s) concernée(s). »	Als er geen overeenstemming kon worden bereikt met toepassing van het tweede lid, ziet België af van het innemen van een standpunt op de Europese en/of internationale vergadering(en) in kwestie.".	auf der/den betreffenden europäischen und/oder internationalen Tagung(en) keinen Standpunkt ein."
Art.5. Dans le même accord de coopération, l'annexe, remplacée par l'accord de coopération du 17 décembre 2014, est remplacée par l'annexe jointe aux présentes.	**Art. 5.** in hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt de bijlage, vervangen bij het samenwerkingsakkoord van 17 december 2014, vervangen door de bijlage die bij dit samenwerkingsakkoord is gevoegd.	**Art. 5.** Der Anhang desselben Zusammenarbeitsabkommens, in dem die Sportdisziplinen aufgelistet werden, wird durch die folgende Auflistung ersetzt:
Fait à Bruxelles, le 01 SEP. 2020 en cinq exemplaires originaux (deux en néerlandais, deux en français et un en allemand).	Gedaan in Brussel, op 01 SEP. 2020 in vijf originele exemplaren (twee in het Nederlands, twee in het Frans en één in het Duits).	Ausgefertigt in fünf Originalexemplaren (zwei in niederländischer Sprache, zwei in französischer Sprache und eins in deutscher Sprache) in Brüssel, den 01 SEP. 2020
Pour la Communauté flamande : Le Ministre-Président du Gouvernement Flamand, Jan JAMBON	**Voor de Vlaamse Gemeenschap:** De minister-president van de Vlaamse Gemeenschap, Jan JAMBON	**Für die Flämische Gemeinschaft:** Der Ministerpräsident der flämischen Regierung, Jan JAMBON

Le Ministre flamand des Sports, Ben WEYTS	De Vlaamse minister van Onderwijs, Sport, Dierenwelzijn en Vlaamse Rand, Ben WEYTS	Der flämische Minister für Sport, Ben WEYTS
Pour la Communauté française: Le Ministre-Président de la Communauté française, Pierre-Yves JEHOLET La Ministre des Sports, Valérie GLATIGNY	**Voor de Franse Gemeenschap:** De minister-president van de Franse Gemeenschap, Pierre-Yves JEHOLET de minister van Sport, Valérie GLATIGNY	**Für die Französische Gemeinschaft:** Der Minister-Präsident der Regierung der Französischen Gemeinschaft Pierre-Yves JEHOLET Der Minister für Sport; Valérie GLATIGNY

Pour la Communauté germanophone : Le Ministre-Président de la Communauté germanophone, Oliver PAASCH La Ministre des Sports, Isabelle WEYKMANS	**Voor de Duitstalige Gemeenschap:** De minister-president van de Duitstalige Gemeenschap, Oliver PAASCH De minister van Sport, Isabelle WEYKMANS	**Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:** Der Minister-Präsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft  Oliver PAASCH Die Ministerin für Sport, Isabelle WEYKMANS
Pour la Commission communautaire commune, La Membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétente pour la Politique de la Santé, Elke VAN DEN BRANDT	**Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:** Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, Elke VAN DEN BRANDT	**Für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission:** Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt, zuständig für Gesundheitspolitik, Elke VAN DEN BRANDT

Le Membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétent pour la Politique de la Santé,  Alain MARON	Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,  Alain MARON	Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt, zuständig für Gesundheitspolitik,  Alain MARON
Annexe à l'accord de coopération conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport. **ANNEXE** Art. N.1 Liste des sports et des disciplines sportives correspondant aux catégories A et B.	**Bijlage bij het samenwerkingsakkoord tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende dopingpreventie en -bestrijding in de sport.** **BIJLAGE** Art. N1. Lijst met de sporttakken en -disciplines die overeenstemmen met categorie A en B.	**Anhang zum Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 9. Dezember 2011 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission zur Prävention und Bekämpfung von Doping im Sport.** **ANHANG** Art. N1. Liste der Sportdisziplinen, die den Kategorien A und B entsprechen.

Pour les sports olympiques, seules les disciplines olympiques sont concernées, sauf pour le triathlon. Pour les sports qui se pratiquent aux Jeux mondiaux, seules les disciplines qui se pratiquent sur ces jeux sont concernées.	Voor de Olympische sporten zijn enkel de Olympische disciplines betrokken. Voor de sporten die op wereldspelen worden beoefend, zijn enkel de disciplines betrokken die op die spelen worden beoefend.	Für den olympischen Sport sind nur olympische Disziplinen betroffen, mit Ausnahme des Triathlons. Bei den Sportarten, die bei den Weltspielen ausgetragen werden, sind nur die Disziplinen betroffen, die während dieser Spiele ausgetragen werden.
Liste A	**Lijst A**	**Liste A**
A 1. Athlétisme	A1. Atletiek	A1. Leichtathletik
A 2. Bodybuilding (IFBB)	A2. Bodybuilding (IFBB)	A2. Bodybuilding (IFBB)
A 3. Boxe	A3. Boksen	A3. Boxen
A 4. Cyclo-cross	A4. Cyclocross	A4. Cyclo-Cross
A 5. Cyclisme - BMX	A5. Wielersport - BMX	A5. Radfahren - BMX
A 6. Cyclisme – sur piste	A6. Wielersport - baanwielrennen	A6. Radfahren - Bahn
A 7. Cyclisme – mountainbike	A7. Wielersport - baanwielrennen	A7. Radfahren - Mountainbike
A 8. Cyclisme – sur route	A8. Wielrennen - op de weg	A8. Radfahren – Straße
A 9. Cross-country	A9. Veldlopen	A9. Cross-Country
A 10. Haltérophilie	A10. Gewichtheffen	A10. Gewichtheben
A 11. Judo	A11. Judo	A11. Judo
A 12. Powerlifting	A12. Powerlifting	A12. Powerlifting
A 13. Sport aquatique – Natation	A13. Watersport - zwemmen	A13. Wassersport - Schwimmen

A 14. Tennis A 15. Triathlon - toutes disciplines A l'exception du Cross-country, visé au point A 9, les disciplines sportives précitées correspondent à des disciplines Olympiques ou à leur discipline Paralympique correspondante. Concernant le tennis, visé au point A 14, la catégorie A ne concerne que les sportifs du top 100, en simple ou le top 25, en double, au classement mondial.	A14. Tennis A15. Triatlon - alle disciplines Met uitzondering van veldlopen, vermeld in punt A9, stemmen de voornoemde sportdisciplines overeen met Olympische disciplines of met de overeenstemmende Paralympische discipline ervan. Voor tennis, vermeld in punt A14, heeft de categorie A enkel betrekking op de sporters in de top 100 in het enkelspel top 25 in dubbelspel van de wereldranglijst.	A14. Tennis A15. Triathlon - alle Disziplinen Mit Ausnahme von Cross-Country entsprechen die oben genannten Sportdisziplinen den olympischen Disziplinen oder der entsprechenden paralympischen Disziplin. Was den Tennissport betrifft, so betrifft die Kategorie A nur die Sportler der Top 100 im Einzel und die Top 25 im Doppel der Weltrangliste.
Liste B Cette liste ne concerne que la plus haute division nationale. B 1. Basketball B 2. Hockey B 3. Football B 4. Volley-ball	**Lijst B** Deze lijst betreft enkel de hoogste nationale divisie. B1. Basketbal B2. Hockey B3. Voetbal B4. Volleybal	**Liste B** Diese Liste betrifft nur die höchste nationale Liga. B1. Basketball B2. Hockey B3. Fußball B4. Volleyball
Vu pour être annexé à l'accord de coopération du ..... conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9	Gezien om gevoegd te worden bij het samenwerkingsakkoord van ..... tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de	Gesehen, um beigefügt zu werden an das Zusammenarbeitsabkommen vom ..... zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der deutschsprachigen Gemeinschaft und der gemeinsamen Gemeinschaftskommission

décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.	Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende dopingpreventie en -bestrijding in de sport.	zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 9. Dezember 2011 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der deutschsprachigen Gemeinschaft und der gemeinsamen Gemeinschafstkommission zur Vorbeugung und zur Bekämpfung des Dopings im Sport.
Pour la Communauté flamande : Le Ministre-Président du Gouvernement Flamand, Jan JAMBON	**Voor de Vlaamse Gemeenschap:** De minister-president van de Vlaamse Gemeenschap, Jan JAMBON	**Für die Flämische Gemeinschaft:** Der Ministerpräsident der flämischen Regierung, Jan JAMBON
Le Ministre flamand des Sports, Ben WEYTS	De Vlaamse minister van Onderwijs, Sport, Dierenwelzijn en Vlaamse Rand, Ben WEYTS	Der flämische Minister für Sport, Ben WEYTS

Pour la Communauté française: Le Ministre-Président de la Communauté française, Pierre-Yves JEHOLET La Ministre des Sports, Valérie GLATIGNY	**Voor de Franse Gemeenschap:** De minister-president van de Franse Gemeenschap, Pierre-Yves JEHOLET De minister van Sport, Valérie GLATIGNY	**Für die Französische Gemeinschaft:** Der Minister-Präsident der Regierung der Französischen Gemeinschaft Pierre-Yves JEHOLET Der Minister für Sport, Valérie GLATIGNY
Pour la Communauté germanophone : Le Ministre-Président de la Communauté germanophone, Oliver PAASCH	**Voor de Duitstalige Gemeenschap:** De minister-president van de Duitstalige Gemeenschap, Oliver PAASCH	**Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:** Der Minister-Präsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft Oliver PAASCH

La Ministre des Sports, Isabelle WEYKMANS	De minister van Sport, Isabelle WEYKMANS	Die Ministerin für Sport, Isabelle WEYKMANS
Pour la Commission communautaire commune, La Membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétente pour la Politique de la Santé, Elke VAN DEN BRANDT	**Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:** Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, Elke VAN DEN BRANDT	**Für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission:** Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt, zuständig für Gesundheitspolitik, Elke VAN DEN BRANDT
Le Membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétent pour la Politique de la Santé, Alain MARON	Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, Alain MARON	Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt, zuständig für Gesundheitspolitik, Alain MARON